

**Arrêté temporaire n°RA-24/1871
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE ARISTIDE BRIAND

Madame la Maire

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eau potable rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

ARRÈTE

Article 1

Du 16 septembre 2024 au 11 octobre 2024, afin de permettre la réalisation de travaux sur réseaux ou ouvrages d'eau potable, AVENUE ARISTIDE BRIAND, du QUAI DE LA CLOCHE jusqu'à la RUE DE L'AIGLE à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 16 septembre 2024 et jusqu'au 11 octobre 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent :

AVENUE ARISTIDE BRIAND, du QUAI DE LA CLOCHE jusqu'à la RUE DE L'AIGLE :

- **La circulation des véhicules est interdite dans le sens en direction vers et jusqu'à la RUE DE L'AIGLE, déviée par les RUES QUAI DU SIPHON, LUCIEN GANDER, BOULEVARD DE LA MARNE ;**
- **La circulation est interdite sur la bande cyclable ;**
- **Les cyclistes intégreront la circulation générale**
- **Un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres dans le sens en direction vers et jusqu'à la RUE FRANKLIN.**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé par une signalisation adaptée.**

RUE FRANKLIN (Pont FRANKLIN) intersection QUAI DU SIPHON :

- **Obligation de tourner à gauche vers le QUAI DU SIPHON.**

QUAI DE LA CLOCHE intersection AVENUE ARISTIDE BRIAND :

- **Interdiction de tourner à droite.**

RUE DU CERF intersection AVENUE ARISTIDE BRIAND :

- **Interdiction de tourner à gauche.**

RUE LAVOISIER intersection AVENUE ARISTIDE BRIAND :

- **Interdiction de tourner à droite.**

Article 3

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise EUROVIA chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 4

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 29/08/2024

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Claudine BONI DA SILVA

DIFFUSION:

- *Eurovia*
- *Madame la Maire*
- *service des eaux - Garaud*

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.